

Brochure n° 3034

**Convention collective nationale**

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**  
**(Commerce et réparation de l'automobile,**  
**du cycle et du motocycle**  
**Activités connexes**  
**Contrôle technique automobile**  
**Formation des conducteurs)**

---

**AVENANT N° 48 DU 21 DÉCEMBRE 2006**  
**RELATIF À L'ACTION DES PARTENAIRES SOCIAUX**

NOR : *ASET0750423M*

IDCC : *1090*

---

Les organisations soussignées,

Vu l'article 1-04 *bis* de la convention collective,

Vu l'accord paritaire national du 16 novembre 2000 relatif au fonctionnement du paritarisme,

Vu les statuts du centre d'études des services de l'automobile (CESA),

Considérant l'intérêt collectif qui s'attache, pour la branche d'activité des services de l'automobile, à l'action des organisations professionnelles et syndicales de salariés représentatives, à la fois pour améliorer les conditions du dialogue social et pour défendre et représenter les activités professionnelles,

Considérant l'opportunité d'un renforcement des moyens propres à l'action de ces organisations, et d'un élargissement des missions confiées au CESA dans cette perspective,

conviennent de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le paragraphe *c* de l'article 1-04 *bis* de la convention collective prend l'intitulé suivant : « Promotion de l'action des partenaires sociaux ».

## Article 2

Le texte des 3 alinéas du paragraphe *c* de l'article 1-04 *bis* est modifié comme suit :

Les organisations représentatives prennent les dispositions nécessaires pour assurer le développement des actions menées au niveau de la branche au bénéfice des entreprises et des salariés de la profession, notamment en déterminant les missions confiées à cet effet au centre d'études des services de l'automobile (CESA).

Ces actions doivent conduire les organisations professionnelles et syndicales de salariés à définir les outils de la branche permettant à celle-ci d'être une structure de réflexion, d'anticipation et de conception des dispositions conventionnelles. Elles doivent également permettre aux organisations professionnelles de développer leurs actions d'information, de conseil et d'accompagnement des chefs d'entreprise. Elles doivent enfin conduire les syndicats de salariés à faciliter le travail de leurs représentants dans les instances paritaires, à développer l'information et la sensibilisation des salariés sur les dispositions conventionnelles, et à faciliter l'engagement syndical.

Le financement de ces actions est assuré par une contribution des entreprises égale à 0,08 % du montant des salaires mensuels bruts versés, à l'exclusion des apprentis et des jeunes formés en alternance, limités à 4 fois le plafond de la sécurité sociale. Les modalités de recouvrement sont fixées par un protocole passé entre le CESA et l'organisme assureur désigné (OAD) visé à l'article L.26 *b* de la convention collective.

## Article 3

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension du présent avenant, qui sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

## Article 4

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel aura été publié au *Journal officiel* l'arrêté d'extension qui le concerne.

Fait à Suresnes, le 21 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### Organisations patronales :

GNSEA ;  
FNCRM ;  
SNCTA ;  
CNPA ;  
UNIDEC ;  
Les Professionnels du pneu ;  
FNAA ;  
FFC.

**Syndicats de salariés :**

CFTC ;

FO ;

CFDT ;

CFE-CGC Métallurgie.